## NIGERIA

# Cinq morts dans un attentat-suicide commis par une fillette sur un marché

***Une fillette d'environ sept ans a fait exploser une bombe qu'elle portait sur elle dimanche dans un marché de la ville de Potiskum, dans le nord-est du Nigeria, tuant cinq personnes, ont rapporté à l'AFP des témoins.***

L'attentat-suicide a été commis sur le marché Kasuwar Jagwal, dédié à la vente et à la réparation de téléphones, selon ces témoins joints à Potiskum, capitale économique de l'Etat de Yobe, un des trois les plus affectés par les attaques et exactions de Boko Haram.

La fillette a actionné une ceinture d'explosifs qu'elle portait à la taille, ont indiqué ces témoins, d'après lesquels elle était âgée d'environ sept ans.

«Cinq personnes ont été tuées en même temps que la fillette, et 19 autres ont été hospitalisées pour des blessures», a affirmé un des témoins, Buba Lawan, chef d'une milice locale d'autodéfense. Une source jointe dans l'hôpital public de la ville a confirmé le bilan sous couvert d'anonymat. «Nous avons reçu six corps, dont celui de la kamikaze. 19 autres personnes ont été blessées par l'explosion, elles sont actuellement traitées» dans l'établissement, a-t-elle affirmé, sans plus de détails. Cet attentat-suicide est le deuxième visant le marché Kasuwar Jagwal de Potiskum depuis le début de l'année. Le 11 janvier, deux filles kamikazes s'étaient fait exploser aux abords du site, tuant six personnes et en blessant 37 autres.

L'une des kamikazes avait une quinzaine d'années.

La veille, un attentat similaire commis par une fillette d'environ 10 ans avait tué 19 personnes aux abords du principal marché de Maiduguri, capitale de l'Etat Borno (nord-est), voisin de Yobe.

Ces deux attentats avaient été attribués à Boko Haram, qui contrôle plusieurs localités du nord-est du Nigeria et y multiplie les attaques meurtrières et exactions depuis six ans.

Depuis 2009, l'insurrection islamiste et sa répression par les forces nigérianes ont fait plus de 13 000 morts et 1,5 million de déplacés au Nigeria.

Boko Haram a étendu ses attaques à des pays voisins du Nigeria : le Cameroun, le Niger et le Tchad, qui le combattent désormais à leurs frontières, voire sur le sol nigérian pour les troupes tchadiennes, qui ont repris récemment aux islamistes certaines localités de la région dont Gamboru et Dikwa.

Photo : DR

**Une fillette de sept ans a actionné la ceinture d'explosifs qu'elle portait à la taille.**

## LIBYE

# Daesh revendique un attentat contre la résidence de l'ambassadeur iranien

***La résidence de l'ambassadeur iranien à Tripoli, la capitale libyenne désertée par la majorité des diplomates étrangers, a été visée dimanche par un double attentat, revendiqué par la branche libyenne du groupe Etat islamique (EI).***

Le double attentat n'a pas fait de victimes, selon des sources des services de sécurité. Une première bombe a explosé devant le portail de sécurité et la seconde a été jetée dans l'enceinte de la résidence, a indiqué à l'AFP, Issam al-Naass, un porte-parole des services de sécurité.

«Le bâtiment était vide. Le gardien n'était pas sur place au moment de l'attaque», a précisé une autre source de sécurité sur place. Le groupe Etat islamique a revendiqué ce double attentat et diffusé sur twitter des photos des explosions signées par «l'Etat islamique, province de Tripoli». Le texte indique que les «soldats du califat lancent un double attentat contre l'ambassade iranienne à Tripoli avec des explosifs».

L'ambassade iranienne est fermée, à l'instar de la plupart des représentations étrangères, depuis l'été en raison des violents combats ayant conduit à la prise de contrôle en août par la coalition de milices Fajr Libya de la capitale et de son aéroport international. Selon des témoins, les explosions n'ont pas fait de grands dégâts dans ce quartier où sont situées plusieurs représentations diplomatiques. Des vitres de l'ambassade d'Ukraine ont toutefois été soufflées. L'attaque n'a fait que des «dégâts mineurs», a commenté à Téhéran la porte-parole de la diplomatie iranienne, Marzieh Afkham. L'Iran, «tout en s'opposant fermement à toute intervention étrangère», estime que la crise en Libye doit être résolue par «un dialogue politique national entre parties impliquées», a-t-elle dit. Elle a appelé à la formation d'un gouvernement d'unité nationale pour «contrer les terroristes et les extrémistes». Plusieurs attaques ont visé des représentations diplomatiques ces derniers mois, avec notamment l'explosion de deux voitures piégées devant les ambassades d'Égypte et des Emirats arabes unis en novembre. Une attaque à l'explosif contre celle d'Algérie en janvier a été aussi revendiquée par l'EI qui multiplie les actions violentes en Libye ces dernières semaines. L'EI a notamment revendiqué des attentats suicide vendredi dans l'est libyen qui ont fait 44 morts. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi au terme de huit mois de conflit en 2011. Livré aux milices, le pays est dirigé par deux Parlements et deux gouvernements rivaux, l'un proche des miliciens islamistes de Fajr Libya, et l'autre reconnu par la communauté internationale.

# L'armée turque entre en Syrie pour évacuer un mausolée ottoman et ses gardiens

***La Turquie a mené une incursion militaire à 37 km à l'intérieur du territoire syrien dans la nuit de samedi à dimanche pour évacuer la dépouille d'un dignitaire ottoman et les soldats qui gardaient son tombeau situé dans une zone tenue par le groupe Etat islamique (EI), une opération dénoncée par Damas.***

Cette opération a été décidée en raison de la détérioration de la situation autour de la minuscule enclave turque de quelques centaines de mètres carrés où gît Souleïmane Shah, le grand-père d'Osman Ier, fondateur de l'empire ottoman, a annoncé tôt dimanche le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu, lors d'un point de presse à l'état-major des armées.

«Une opération a été lancée à 21h (locales 19h GMT) avec le passage de 572 soldats par le poste-frontière de Mursitpinar (sud-est)», a précisé M. Davutoglu. Damas a qualifié d'«agression flagrante» l'intervention turque, accusant Istanbul de «fournir tout type de soutien aux bandes de l'Etat islamique, du Front Al-Nosra et d'autres groupes terroristes liés à Al-Qaïda».

Le régime islamo-conservateur turc a rompu avec le président syrien Bachar al-Assad depuis l'éclatement de la guerre civile dans ce pays en 2011 et accueille sur son sol près de deux millions de réfugiés qui ont fui les combats.

Le Parlement d'Ankara avait donné son feu vert l'an dernier à des opérations militaires turques en Syrie et en Irak contre l'EI.

Une quarantaine de chars sont entrés en Syrie dans le cadre de cette incursion, a précisé le Premier ministre turc, indiquant qu'elle s'était achevée sans qu'il n'y ait de combats.

«Les reliques du dignitaire turc ont été rapatriées temporairement en Turquie pour être inhumées ultérieurement en Syrie», a-t-il indiqué, ajoutant qu'une zone avait été sécurisée en territoire syrien pour transférer la dépouille à cet endroit dans les jours suivants.

Il s'est félicité du «bon déroulement» de cette première incursion turque en Syrie depuis le début de la guerre civile.

La Turquie s'est ainsi emparée d'un nouveau bout de terre situé à 200 mètres seulement de sa frontière, en territoire syrien, dans le village d'Eshme près de la ville de Kobane, d'où ont été chassés en début d'année les jihadistes qui l'assiégeaient par les miliciens kurdes aidés par des raids aériens de la coalition internationale, pour y construire un nouveau mausolée. Les troupes turques et le contingent gardant la tombe sont rentrés tôt dimanche en Turquie et tout ce qui reste du lieu saint a été détruit, selon M. Davutoglu.

Le gouvernement turc a informé la Coalition nationale syrienne de son incursion, a par ailleurs indiqué le bureau de presse de la Coalition. L'opposition turque a vivement critiqué «un retrait présenté comme une victoire militaire». «Pour la première fois de l'histoire de la République turque, nous perdons nos terres sans combattre», a martelé Gürsel Tekin du parti républicain du peuple (CHP).

Sinan Oghan, dirigeant du parti de l'Action nationaliste (MHP, droite), a évoqué un «scandale». «Vous avez failli à protéger la sépulture de notre ancêtre et nos soldats ont été obligés de se retirer», a-t-il lancé sur son compte Twitter. La relocalisation en sol syrien de ce tombeau revêt une importance politique et diplomatique pour Ankara qui souhaite montrer qu'il n'a pas «perdu» contre les jihadistes, ont commenté les observateurs.

D'ailleurs, M. Davutoglu a fait remarquer que «la Turquie n'a été privée d'aucun de ses droits en ce qui concerne le droit international», qui lui attribue un morceau de territoire syrien pour ce tombeau. «Nous étions prêts à riposter de la manière la plus forte à toute attaque qui aurait pu avoir pour cible nos troupes», a insisté le chef du gouvernement turc.

Un soldat turc a perdu la vie lors d'«un accident» au moment de l'incursion, a annoncé M. Davutoglu.

La Turquie avait menacé les jihadistes de représailles s'ils attaquaient le site symbolique, sous souveraineté turque, situé au nord-est d'Alep. Le tombeau est considéré comme un territoire turc depuis la signature d'un traité entre la France, qui occupait alors ce territoire, et la Turquie en 1921.

## Un journaliste suédois libéré après une semaine de détention

Un journaliste suédois, qui avait été arrêté par les forces gouvernementales pour entrée illégale en Syrie, a été relâché après une semaine de détention, ont annoncé hier les médias suédois. Joakim Medin, journaliste indépendant, avait été arrêté avec son interprète kurde, lequel a également été relâché, à un barrage dans la ville de Qamishli, près de la frontière avec la Turquie. Le journaliste a dit au journal suédois *Expressen* n'avoir subi aucune violence, mais avoir été interrogé. Medin a reconnu être entré «illégalement» en Syrie sans être passé par la voie officielle. En décembre, il avait été arrêté par les garde-frontière turcs pour entrée illégale dans le pays à partir de Kobané. Le ministère suédois des Affaires étrangères a confirmé sa libération, sans donner plus de détails.